

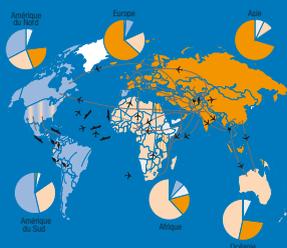
LE COMPLEXE « SÉCURITÉ ET DÉVELOPPEMENT » DÉFIS RÉGIONAUX

**ENSEIGNEMENTS
DU COLLOQUE,**

Paris, 12 juin 2012

par **LAURENT BOSSARD**

Directeur du Secrétariat du CSAO



**Fragilités locales et
menaces globales**



**Mécanismes
de paix et de
sécurité**



**Échelle
géographique et
échelle temporelle**



**Le septentrion
malien**

SOMMAIRE

■ ÉCLAIRER LES ENJEUX, NOURRIR LE DÉBAT	3
■ FRAGILITÉS LOCALES ET MENACES GLOBALES	4
Défaillances de la solidarité sociale et territoriale	4
Collusion entre terrorisme et criminalité internationale	5
Développement, démocratie, sécurité.....	6
■ MÉCANISMES OUEST-AFRICAINS ET AFRICAINS DE PAIX ET DE SÉCURITÉ	8
■ ÉCHELLE GÉOGRAPHIQUE ET ÉCHELLE TEMPORELLE	9
■ LE SEPTENTRION MALIEN	11
Discours de S.E.M. Boubacar Sidiki Touré, Ambassadeur du Mali en France	11
Le Nord Mali en bref	13
■ LISTE DES PARTICIPANTS	15

Toutes les présentations du Colloque sont disponibles en ligne :
www.oecd.org/csao/securete

ÉCLAIRER LES ENJEUX, NOURRIR LE DÉBAT

Les grandes menaces mondiales se sont installées durablement en Afrique de l'Ouest depuis maintenant une dizaine d'années. Elles y ont trouvé un terrain idéal, fruit de la coexistence d'États sans moyens, d'une population très majoritairement jeune, d'une pauvreté affectant le plus grand nombre, de mégalopoles ingérables et d'immenses espaces libres de tout contrôle.

Nous sommes dès lors à un tournant majeur de l'histoire de l'Afrique de l'Ouest, où des potentiels de croissance immenses coexistent avec les pires dangers. Ces dangers relèvent de dynamiques hybrides mêlant revendications identitaires, radicalisations religieuses, trafics d'armes, de drogues et de personnes. Ils se développent alors que la région n'a pas vaincu ses faiblesses structurelles : compétition autour des ressources minières et agropastorales, dégradation environnementale, délimitation non achevée des frontières, fragilité de certains processus démocratiques. C'est pourquoi il est nécessaire de coordonner l'analyse et l'action dans le cadre d'un « Complexe sécurité et développement », même si les dimensions politiques et opérationnelles de ce complexe sont parfois difficiles à rapprocher.

Le vase d'expansion naturel de ces menaces est incontestablement l'espace régional. Les problèmes et leurs solutions ne peuvent être pris à bras le corps qu'à l'échelle de toute la région. Aucun pays, même le plus grand ou le plus puissant, ne peut agir seul. Imaginons par exemple que le Mali réussisse à chasser de son territoire la totalité des groupes armés qui y sévissent actuellement. Alors ces groupes se réfugieront dans les pays voisins ; le problème n'aura pas été réglé, il aura été exporté. La seule option est l'action concertée au niveau régional. Même si elle est difficile à mettre en œuvre, il n'y a pas d'alternative.

Autour de ces prémisses, le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO) a réuni à Paris le 12 juin 2012, une cinquantaine de personnes d'horizons divers pour contribuer à éclairer la réflexion des responsables politiques. Les membres de l'aréopage (voir page 15) ont accepté de s'exprimer librement en oubliant l'espace de quelques heures leurs contraintes institutionnelle ou politique. Cette liberté de parole a produit des débats d'une grande richesse mais ne nous autorise pas à en faire le compte rendu exhaustif. C'est pourquoi nous vous proposons quelques enseignements qui à nos yeux méritent d'être mis en avant pour continuer à nourrir le débat. Ils sont complétés ou illustrés d'informations factuelles ou de références permettant de situer les enjeux.



François-Xavier de Donnea
Président du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest



1 FRAGILITÉS LOCALES ET MENACES GLOBALES

Défaillances de la solidarité sociale et territoriale

La crise sécuritaire sahélienne – malienne en particulier - renvoie à la difficulté structurelle à asseoir la présence et l'autorité de l'État avec des moyens très faibles, sur des territoires immenses et peu peuplés. C'est le lien entre la population et l'État qui est au cœur des enjeux. Dans ces espaces, l'accès aux services publics (état civil, santé humaine et animale, sécurité, poste et télécommunications, éducation, etc.) est aussi fondamental que la satisfaction des besoins de base que sont par exemple la nourriture et l'eau. Si elles se sentent abandonnées de leur État, les populations répondent d'autant plus

C'est le lien entre la population et l'État qui est au cœur des enjeux.

favorablement aux stratégies de type Hezbollah, suivies par Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) et Ansar Dine ; ces stratégies consistant à offrir des services sociaux ou à financer le développement de l'économie locale.

Pendant longtemps, on a considéré que les investissements dans ces zones devaient répondre aux mêmes critères de rentabilité (basés sur un nombre minimal d'utilisateurs) que dans les espaces plus densément peuplés. Il s'agit d'une erreur conceptuelle fondée sur l'ignorance que les continuités sociales et territoriales sont le ciment de la solidarité et de l'unité d'une nation. Ces continuités ont un coût qui doit naturellement être intégré dans les calculs économiques. Les montants financiers nécessaires sont négligeables au regard des coûts énormes qui seront ceux de la reconquête et de la reconstruction du Nord Mali.

NIGER 2005 : CRISE PASTORALE, CRISE ALIMENTAIRE

La sécurité alimentaire doit être au cœur des préoccupations. C'est en effet dans l'espace sahélien que les grandes sécheresses de 1973 et 1984 ont fait le plus de ravages en hommes et en troupeaux : ces événements sont en partie à l'origine des révoltes touarègues qui se sont succédées depuis. De cycliques, les crises alimentaires et nutritionnelles sont devenues récurrentes et plus complexes. Une nouvelle forme de marginalisation s'est installée : celle du marché. Les produits alimentaires peuvent être disponibles mais inaccessibles du fait de leurs prix. Les pasteurs et agropasteurs sont particulièrement concernés comme l'a montré la crise alimentaire au Niger en 2005.

Une invasion acridienne doublée d'un déficit pluviométrique important durant le mois de juillet, touche la zone pastorale. Les pâturages sont en partie détruits. L'économie est peu monétarisée ou basée sur le troc animaux/céréales. Le prix des céréales augmente de façon significative et la valeur des animaux baisse fortement. La situation nutritionnelle, particulièrement celle des enfants, s'aggrave. Un scénario de ce type est possible en 2012 dans le Nord Mali.

AQMI VU PAR LE MAIRE D'UNE LOCALITÉ DU CERCLE DE TOMBOUCTOU

« Ici, AQMI n'est pas un chacal qui va manger les animaux des nomades. AQMI ne représente aucune menace pour la population. AQMI est une force importante dans la région. Ce sont des gens qui ont les moyens. Ils s'investissent auprès de la population dans des projets comme la construction de puits, les soins aux nomades de la zone. Beaucoup de nomades pensent qu'AQMI et la fraude sont des activités légales. »

Naffet Keita, « Du pouvoir ethnique touareg à la sanctuarisation de l'AQMI et les « dires » de l'Etat dans l'espace saharo-sahélien au Mali ».

Les pays de l'Afrique de l'Ouest et leurs partenaires internationaux doivent tirer les leçons de la marginalisation des franges sahéliennes de leurs populations et de leurs territoires. Ils doivent renforcer à court terme les stratégies de développement et d'aménagement des zones saharo-sahéliennes de la Mauritanie, du Niger et du Tchad. Ils doivent appuyer la mise en œuvre de politiques ambitieuses à moyen et long terme dans le domaine de l'agriculture au sens large du terme. Ils doivent notamment porter un autre regard sur l'économie pastorale et agropastorale. Ils doivent enfin mesurer le coût de l'inaction.

Ces pays sahéliens disposent de ressources financières fortement croissantes liées à la richesse de leur sous-sol en pétrole, en uranium ou en gaz. Au Tchad, le pétrole a d'abord suscité des mouvements de rébellions et ses ressources ont servi à renforcer les moyens militaires du gouvernement alors que le développement était abandonné aux bailleurs de fonds. Plus récemment, depuis que les armes se sont tuées, la rente pétrolière semble plus s'orienter vers le financement du développement.

Quoi qu'il en soit, les besoins financiers sont très importants et nécessitent une mobilisation massive de la communauté internationale dans un contexte économique mondial très difficile. On peut cependant penser que l'Europe, consciente de la menace que représente pour elle une déstabilisation massive de sa frontière Sud, maintiendra ou augmentera son aide aux pays sahéliens.

Collusion entre terrorisme et criminalité internationale

Suite à un long processus entamé au lendemain des attaques du 11 septembre 2001, la zone saharo-sahélienne est désormais inscrite dans l'arc du terrorisme salafiste incluant le Pakistan, l'Afghanistan, l'Irak, la péninsule arabique, le Machrek et le Maghreb, en particulier l'Algérie dont AQMI est originaire.

La stratégie des groupes terroristes a consisté à couper cette zone du reste du Monde (sanctuarisation). Les enlèvements ont pour objectif politique de faire partir tous les représentants de la communauté internationale. La campagne militaire engagée en janvier 2012 a, quant à elle, permis « d'expulser » tous les représentants de l'État malien. AQMI et ses affiliés disposent désormais au Nord Mali, d'un quasi-État au cœur de l'Islam sunnite non radical africain. Ce quasi-État est un foyer de menace pour la région et pour le Monde. Chaque jour qui passe est pour lui une occasion supplémentaire de se renforcer. L'Afrique est-elle condamnée à devenir le nouveau centre de gravité du terrorisme mondial ?

La crise libyenne a également contribué à transformer des fragilités internes en forces destructrices. C'est par exemple l'afflux d'armes et de combattants qui a suscité fin 2011 la transformation du Mouvement national de l'Azawad (MNA), qui défendait une voie pacifiste de reconnaissance des intérêts touaregs, en un mouvement de libération par les armes (le Mouvement national de libération de l'Azawad - MNLA). En outre, les leaders locaux des mouvements touaregs ont été le plus souvent remplacés par des personnes revenant de Libye.

Les trafics illicites opérés par les réseaux criminels internationaux nourrissent et se nourrissent de l'absence d'État, de l'instabilité et des conflits. Depuis une dizaine d'années, l'Afrique de l'Ouest est devenue une zone majeure de transit de cocaïne sud-américaine vers le marché européen. Ce trafic génère des ressources financières bien supérieures à celles que procurent les prises d'otages et il est plus que probable que les groupes terroristes y sont impliqués. L'économie informelle intègre « naturellement » les « filières porteuses » que constituent les trafics, y compris les cigarettes, les armes, les contrefaçons de médicaments, etc.

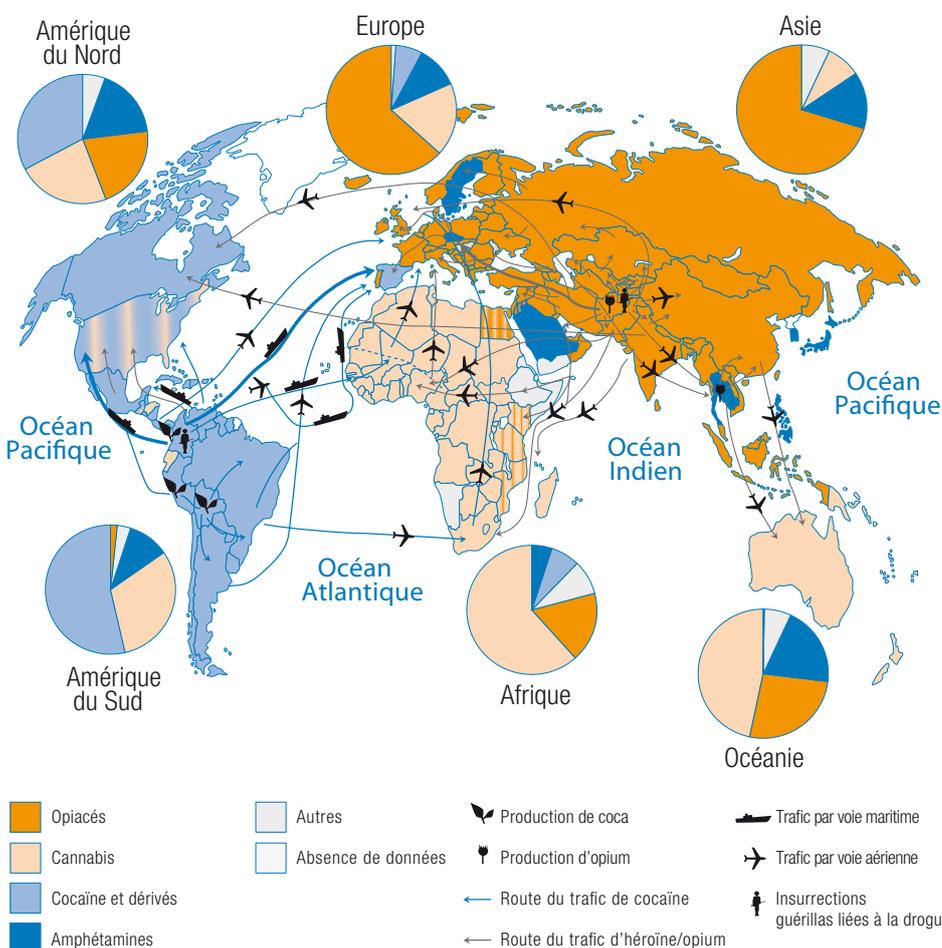
PROSPÉRITÉ DE L'ÉCONOMIE ILLICITE

Entre la Côte atlantique et l'Afrique du Nord, d'autres réseaux animent des filières de véhicules, faux médicaments, cigarettes, armes (y compris des contrefaçons, de kalachnikov par exemple). Ces marchandises partent de ou sont fabriquées dans les pays du Golfe de Guinée notamment. Sans oublier la traite d'être humains, migrants clandestins dont un certain nombre payent leur passage en transportant de la drogue (les mules).

La contrebande de cigarettes à destination de l'Afrique de l'Ouest, et via la région, vers l'Afrique du Nord est particulièrement florissante. Elle est en outre relativement confortable, les cadres juridiques la concernant étant insuffisants ou inexistant. Il s'agit, selon l'ONUDD, d'une « véritable mine d'or, estimée à environ trois quarts de milliards de dollars US par an ». Enfin, le commerce des armes : on estime par exemple qu'il y aurait 80 000 kalachnikov en circulation dans la région du Sahel, à des prix compris entre 200 et 300 euros pièce. Dans le septentrion malien, ces armes sont vendues et revendues, réparées au même titre que n'importe quel objet d'utilisation courante.

Hors de tout contrôle d'État depuis mars 2012, le Nord Mali dispose d'avantages comparatifs exceptionnels qui devraient lui permettre de faire des trafics en tous genres, le cœur d'une économie prospère : pas de lois, des taxes raisonnables au regard de la valeur finale des produits, des aéroports, des réseaux d'exportation efficaces.

Les routes de la drogue



Source : Centre français de recherche sur le renseignement, CF2R

Face à cette combinaison inédite de menaces, les communautés africaine et internationale doivent concevoir et mettre en œuvre des stratégies complexes liant une action globale purement sécuritaire (contre les groupes extrémistes) et policière (contre les trafiquants) à la lutte contre le blanchiment d'argent et la corruption.

Les zones transfrontalières dans le Sahel sont des espaces identitaires homogènes. C'est pourquoi la gouvernance régionale de l'action est cruciale.

Les zones transfrontalières dans le Sahel sont des espaces identitaires homogènes. C'est pourquoi la gouvernance régionale de l'action est cruciale. Elle doit impliquer le plus grand nombre possible de partenaires. De ce point de vue, la création du Comité d'État Major opérationnel conjoint des pays du champ (Algérie, Mali, Mauritanie et Niger) est une initiative utile devant favoriser l'appropriation par chaque État des enjeux, la mutualisation des moyens et la coopération. Elle est cependant minimaliste dans sa mise en œuvre. Il est indispensable que les pays concernés aient la même analyse, la même appréhension des menaces auxquelles ils font face. Or, ce n'est pas le cas. Ceci explique les mésententes et les difficultés de coopération. Ceci explique également les difficultés à fixer un cadre d'action commun et à se partager les rôles et responsabilités. Mais, la définition d'un projet commun de développement est tout aussi importante.

Développement, démocratie, sécurité

Les défaillances de la démocratie malienne ont incontestablement contribué à entraîner le pays dans la situation où il se trouve. Après 20 ans de régime démocratique, le Mali ne dispose toujours pas d'un fichier électoral inspirant la confiance générale ; la corruption et le clientélisme sont encore des fléaux majeurs ; la séparation des pouvoirs est loin d'être acquise. Le fait que la société civile et le monde politique se soient divisés face au coup d'État militaire du 22 mars, témoigne de la faiblesse du contrat social.

On est en outre en droit de s'interroger sur le lien éventuel entre d'une part, la faible crédibilité des structures par lesquelles une société exprime ses revendications et ses protestations – partis politiques, syndicats et organisations professionnelles – et d'autre part, le développement du prosélytisme religieux et sa capacité à s'adresser à une jeunesse nombreuse, très majoritairement pauvre. La crise malienne est donc à bien des égards un cas d'école du lien entre démocratie, développement et sécurité.

MALAISE DE L'ARMÉE MALIENNE

Le fort mécontentement au sein des forces de défense et de sécurité maliennes ne date pas du choc des pertes humaines et des revers militaires subis par les forces gouvernementales depuis le début de la rébellion au Nord. Pendant les années 2009-2010, Bamako bruissait déjà d'accusations de liaisons dangereuses entre élites politiques et militaires et grands trafiquants de drogue et d'otages [...]. Parmi les motifs des frustrations, les promotions aux grades de généraux, jugées trop nombreuses, hâtives et injustifiées, [...] et la perception, correcte ou exagérée, d'un degré de corruption et d'affairisme sans précédent des proches du président Amadou Toumani Touré (ATT).

Il en est de même du Tchad dont la trajectoire relate en particulier la relation entre insécurité, sous-développement et difficultés à construire le contrat social. Une succession de conflits impliquant des groupes armés fondés sur des bases ethno-régionales ont, pendant plus de quarante ans, émaillé l'histoire du pays de nombreux épisodes de violence et de conflits. Ces conflits ont profondément ancré des relations de méfiance entre les citoyens et l'État et entre groupes ethniques. Ils ont également longtemps différé l'exploitation des ressources pétrolières. Avant les débuts de cette dernière, le Tchad était moins développé que des pays sahéliens comparables comme le Mali ou le Niger.

L'irruption de la démocratie dans le paradigme du développement date de la fin de la guerre froide. Symboliquement associé au « Discours de la Baule », ce nouveau

L'irruption de la démocratie dans le paradigme du développement date de la fin de la guerre froide.

paradigme est ainsi résumé par Roland Dumas, alors Ministre des affaires étrangères de la France : « Le vent de liberté qui a soufflé à l'Est devra inévitablement souffler un jour en direction du Sud. [...] Il n'y a pas de développement sans

démocratie et il n'y a pas de démocratie sans développement ». Les conférences nationales, les élections libres, la participation de la société civile, deviennent ainsi les repères et les conditionnalités de la coopération internationale au développement.

International Crisis Group
Mali : éviter l'escalade ;
Rapport Afrique n°189, juillet 2012

Mais les transitions démocratiques qui s'engagent dans un grand nombre de pays d'Afrique sont loin de toutes déboucher sur les résultats attendus. Dans beaucoup de cas, elles sont dévoyées, dégènèrent en conflits internes émaillés de coups d'États et d'autres formes de violence politique. Ceci explique en grande partie pourquoi, dès la seconde moitié des années 1990, la sécurité intègre un nouveau paradigme : la sécurité et la démocratie sont les conditions du développement. C'est ainsi que les notions de prévention et de gestion des conflits pénètrent progressivement la doctrine du développement ; ceci se traduisant notamment par l'incorporation de ces enjeux dans la Convention de Cotonou signée en 2000 par l'Union européenne et les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP).

Les opérations de maintien de la paix demeurent du seul ressort des pays africains.

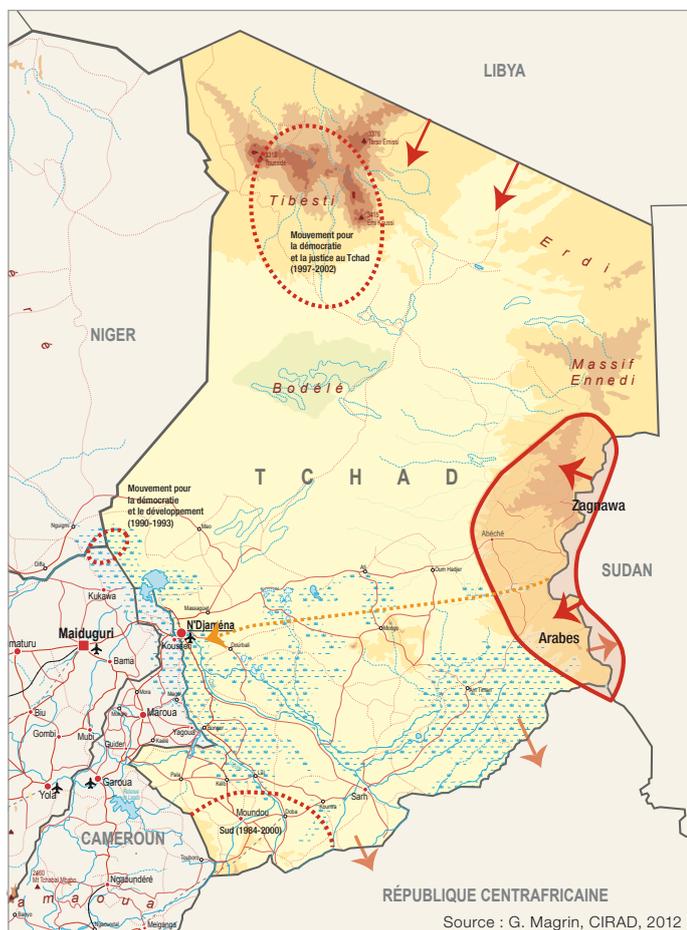
La plupart d'entre eux ne disposent pas de suffisamment de moyens financiers dans ce domaine. La meilleure option est la mutualisation régionale. L'Afrique de l'Ouest fait figure de précurseur en la matière en créant dès 1990 une force militaire régionale (l'Ecomog) qui est intervenue au Liberia, en Sierra Leone, en Côte d'Ivoire et en Guinée-Bissau pour superviser les cessez-le-feu. L'Ecomog est le bras armé du mécanisme ouest-africain de prévention et de gestion des conflits ; lui-même intégré dans l'Architecture africaine de paix et de sécurité née en 2002 en même temps que l'Union africaine. Pour important qu'il soit, le maintien de la paix n'est pas éligible aux financements de la coopération internationale au développement ; exception faite d'initiatives très spécifiques centrées sur le renforcement des capacités et la logistique non militaire, telles que la Facilité pour la paix en Afrique de l'UE (soutien à des opérations de maintien de la paix) et le Partenariat stratégique Afrique – UE (Appui à l'architecture africaine de paix et de sécurité). Dans ce contexte, pour des pays particulièrement pauvres comme le Mali, confronté à une situation où la restauration de la paix par les armes est probablement inévitable, l'équation est particulièrement complexe.

Les opérations de maintien de la paix (ou, dans le cas du Mali de pacification et de reconquête de territoires) demeurent toutefois du seul ressort des pays africains qui, pour

DÉMOCRATIE ET TRANSITIONS DÉMOCRATIQUES

« La démocratie [...] est un consensus sur les règles de cohabitation, de concertation et de décision au sein d'une société donnée. [...] Ce qui est plus tragique, c'est de constater qu'en Afrique, pendant la période même où de nombreux pays s'engageaient dans des transitions démocratiques, d'autres étaient secoués par des crises graves, déchirés par des guerres fratricides et atroces. La tentation est forte de voir dans cette concomitance une liaison de cause à effet. Et il est vrai que l'application brutale du principe majoritaire sans garantie pour les minorités comporte des potentialités conflictuelles dans des sociétés multiethniques. La démocratisation a pu faire aussi resurgir des contradictions [...]. Mais il n'est pas honnête de dire qu'elle les a créées. Et c'est bien le plus souvent parce qu'elles ont été systématiquement exploitées dans la lutte pour le pouvoir ».

OIF : IV^e Conférence internationale sur les démocraties nouvelles ou rétablies. Cotonou, décembre 2000.



La dimension régionale et internationale des conflits tchadiens depuis les années 90

On retrouve dans la longue histoire des conflits tchadiens, l'imbrication entre facteurs locaux, régionaux et internationaux qui est aujourd'hui au cœur de la problématique malienne. La seule différence résidant dans le fait que jusque dans les années 90, c'est la guerre froide qui était la toile de fond mondiale. A plusieurs reprises, des interventions extérieures, de la Libye, du Soudan sont venues soutenir des mouvements rebelles tchadiens.

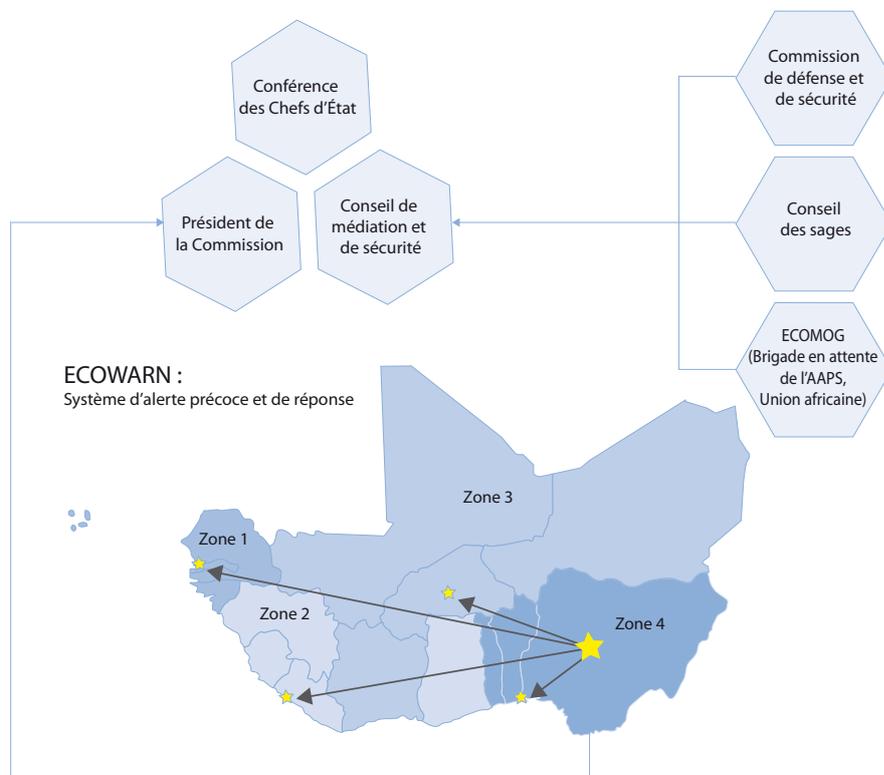
- Rébellions actives
- ⋯ Anciennes rébellions
- ⋯ Itinéraire principal des rébellions
- ➔ Soutiens des rébellions au Tchad
- ➔ Effets de l'instabilité tchadienne sur les pays voisins

2 MÉCANISMES OUEST-AFRICAINS ET AFRICAINS DE PAIX ET DE SÉCURITÉ

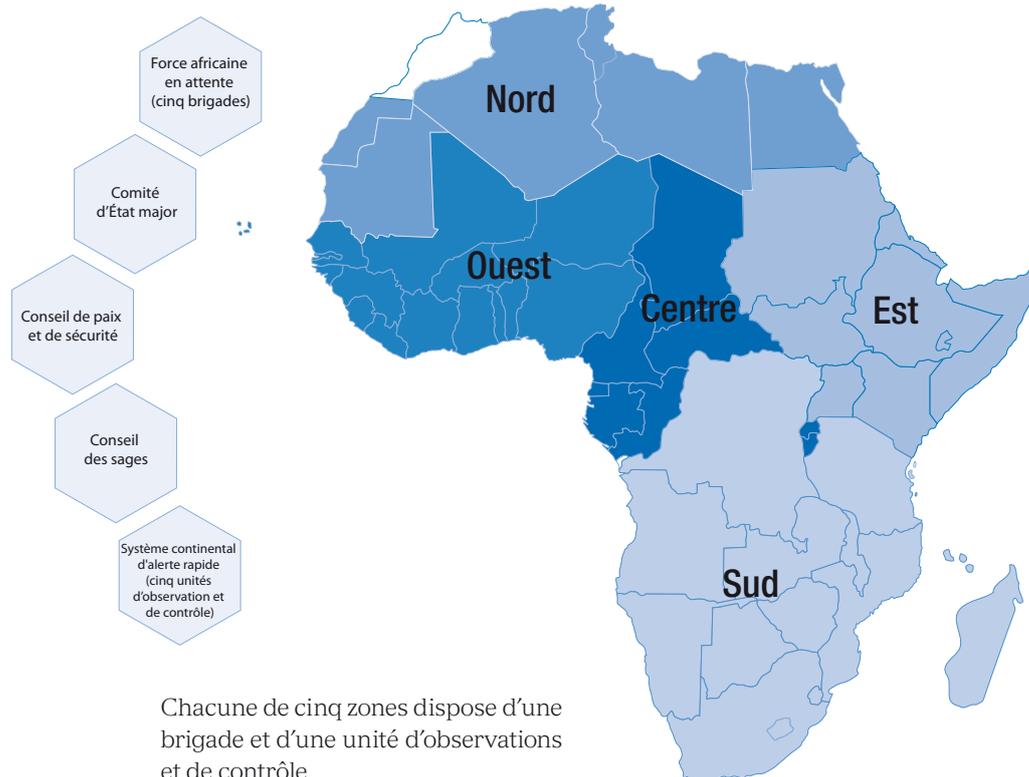
Le Conseil de médiation et de sécurité (CMS) est l'organe central du mécanisme. Il est composé de neuf États membres dont sept élus par la Conférence des Chefs d'État, le pays assurant la présidence en exercice et le pays ayant assuré précédemment la présidence. Le CMS est assisté de la Commission de défense et de sécurité (en charge des aspects techniques administratifs et de l'identification des besoins logistiques), du Conseil des sages (rôle de médiateur, de conciliateur et d'arbitre) et du Groupe de contrôle du cessez-le-feu (ECOMOG) qui est la brigade en attente de l'Architecture africaine de paix et de sécurité (AAPS).

Le système d'alerte précoce et de réponse de la CEDEAO (ECOWARN) de la Commission est constitué de deux bras opérationnels : d'une part, un Centre d'observation et de suivi basé à Abuja qui dispose d'une salle de situation où travaillent des analystes et experts, des militaires, et des fonctionnaires de la CEDEAO ; d'autre part, quatre bureaux de zone (Banjul, Cotonou, Monrovia, et Ouagadougou).

Mécanisme ouest-africain de prévention, de gestion et de règlement des conflits internes



Architecture africaine de paix et de sécurité



Chacune de cinq zones dispose d'une brigade et d'une unité d'observations et de contrôle.

3 ÉCHELLE GÉOGRAPHIQUE ET ÉCHELLE TEMPORELLE

Quel contenu donner précisément à une ambition ou à un projet associant les préoccupations de sécurité et de développement ? La réponse à cette question n'a pas encore été formulée. Le sera-t-elle un jour tant les situations locales et les circonstances varient ? Cependant, la réflexion et les expériences sur la dimension régionale des conflits et du développement permettent de formuler quelques principes simples mais essentiels.

1. Le premier est qu'en Afrique de l'Ouest, les conflits internes à un État, les crises locales, les conflits intra-nationaux, les guerres civiles ou les sécessions, ont toujours eu des incidences ou des causes régionales. L'étanchéité nationale en matière d'instabilité est un leurre ; enfermer les programmes de prévention et de conflit ou de post-conflit à l'intérieur de frontières nationales peut être contre-productif.
2. Le second est que l'échelle de la recherche de solutions doit correspondre à l'échelle du problème au risque notamment d'exporter l'instabilité vers un pays voisin. L'une des difficultés rencontrées par les programmes de DDR (Démobilisation, Désarmement, Réinsertion) en Sierra Leone au début des années 80, a résidé dans le fait que beaucoup de combattants (y compris de nombreux enfants soldats) ont passé la frontière vers la Guinée forestière ou le Liberia. La « guerre civile » sierra-léonaise, qui en réalité fut le fruit d'une contamination à partir du Liberia, a ensuite été à son tour le vecteur d'une guerre régionale de fait.

De ce point de vue, l'expérience de la Mano River Union (MRU) peut être source d'enseignements. La MRU a engagé un processus de stabilisation à l'échelle du processus qui l'avait précédemment plongé dans le désordre et la guerre : l'échelle sous-régionale comprenant les quatre pays concernés. Dès la fin des conflits, des patrouilles frontalières communes ont été mises en place, de même que des opérations conjointes (renseignement et répression) contre les trafics de drogues et de diamants et de métaux précieux. Parallèlement, des actions communes de développement et de facilitation du commerce régionales étaient mises en place. Sans doute cette expérience a-t-elle ses limites et mériterait d'être renforcée et améliorée. Elle a le mérite de s'exercer à la bonne échelle géographique. Ce n'est pas le cas du conflit casamançais dont les acteurs et les enjeux intègrent au Nord la Gambie, au Sud la Guinée-Bissau. Cet espace est celui des « rivières du Sud » et porte le nom de Sénégalie méridionale. Son histoire est caractérisée par une double dynamique d'unification et d'émiettement. En Sénégalie méridionale comme ailleurs, ce qui permet de rapprocher les hommes, autant que les économies et les territoires, n'est pas toujours lié à l'identité de leurs caractères, mais aussi à leurs différences.¹ Le fait est que, alors que les efforts de rapprochement entre États gambien, sénégalais et bissau-guinéen butent régulièrement sur des crises récurrentes, l'espace sénégalien, économique et social est une réalité. Le trafic de drogues, réputé être limité à la Guinée-Bissau, irrigue en réalité la totalité de cet espace. Le marché des armes s'adresse à une grande diversité d'acteurs, dont notamment les rebelles sénégalais et les trafiquants agissant pour les cartels sud américains.

¹ Voir : « Sénégalie méridionale : dynamiques d'un espace d'intégration entre trois États » ; Enda Diapol en collaboration avec OXFAM America ; ENDA Diapol et CSAO/OCDE, 2004.

La diffusion transnationale des conflits dans la Mano River Union

- ▶ **1989** : Charles Taylor entre au Liberia à partir de la Côte d'Ivoire : début de la guerre civile.
- ▶ **1991** : Il apporte son appui au RUF (groupe rebelle sierra-léonais : guerre civile en Sierra Leone.
- ▶ **1999** : Les casques bleus arrivent en Sierra Leone et repoussent les rebelles vers le Nord.
- ▶ **2000/2001** : Guerre régionale de facto aux confins de la Sierra Leone, de la Guinée et du Liberia.
- ▶ **2002** : Des groupes armés reviennent vers la Côte d'Ivoire et y nourrissent la guerre civile.



Ceci est une représentation schématique et ne prétend en aucun cas décrire la totalité ni la complexité des dynamiques à l'œuvre.

3. Le troisième principe est qu'il est indispensable d'appuyer et de s'appuyer sur les initiatives transfrontalières locales de sécurité et de développement. Elles sont nombreuses. On y voit, comme en Sénégambie méridionale, les populations s'organiser – avec l'appui de l'ONG ENDA Diapol² et du Programme d'appui au développement socio-économique pour la paix en Casamance³ – pour lutter elles-mêmes contre l'insécurité et les trafics, mettre en place des structures endogènes de prévention et de gestion des conflits, développer l'économie transfrontalière, renforcer les solidarités au-delà des frontières. Le Groupe de recherche et de réalisations pour le développement rural (GRDR)⁴ appuie de très longue date des initiatives du même type dans le bassin du Karakoro aux confins de la Mauritanie, du Sénégal et du Mali. La coopération transfrontalière bénéficie de l'existence du Programme d'initiatives transfrontalières de la CEDEAO et du Programme frontière de l'Union africaine. Elle est également inscrite dans le Programme économique régional de l'UEMOA et a, de tout temps, fait partie des priorités du CILSS. Elle ne bénéficie pas encore d'assez de moyens ni d'assez de soutien de la part de la communauté internationale. Pourtant, s'ils n'en sont que très rarement les causes, les espaces frontaliers sont les lieux où se cristallisent bien des menaces. L'approche exclusivement sécuritaire de la frontière est une illusion. La frontière n'est pas une ligne le long de laquelle une grille peut s'ouvrir et se fermer. Elle est un espace vivant mais fragile et menacé dont le seul ciment durable est celui de la solidarité et du développement.
4. Enfin, quatrième principe, il est nécessaire de réhabiliter le long terme qui n'est pas le temps des responsables politiques mais qui est celui des problèmes et d'une partie des solutions. C'est en particulier le cas du Nord Mali qui est entré dans la zone de turbulence terroriste depuis maintenant près de dix ans. Il y a rarement de solutions immédiates et rapides à un problème ancien.

Il apparaît que le septentrion malien, inaccessible, aux mains de groupes armés, est aujourd'hui hors du champ du complexe « sécurité et développement ». Il relève avant tout, et dans un premier temps du rapport de force, que ce dernier s'exprime par le dialogue, la négociation et/ou l'action militaire. Il pose cependant la question du complexe « sécurité et développement » dans la perspective à long terme de la renaissance ou du renforcement de la coopération économique entre l'Afrique du Nord et l'Afrique de l'Ouest. Dans la crise comme dans le développement, l'espace saharo-sahélien doit être appréhendé pour ce qu'il est : un espace partagé dont les risques et les opportunités ne peuvent être abordés sans une coopération transrégionale renforcée. Aucune politique, ni de reconquête sécuritaire, ni de développement, n'est soutenable à long terme si chacun reste de son côté de la frontière. Le « défi nord-africain » et le « défi sahélien » ne doivent plus être abordés séparément.

S'ils font peur aujourd'hui, le désert et ses franges sont aussi une zone stratégique pour leurs immenses ressources économiques, pétrolières, minières mais aussi touristiques et pastorales. Par ailleurs, les riverains du Nord du Sahara sont en moyenne plus riches que ceux du Sud mais ont infiniment moins d'eau, de terres agricoles et d'élevage que ceux du Sud (Kadhafi ne voulait-il pas produire son riz dans l'Office du Niger au Mali ?). Précurseur, le Maroc a compris que l'Afrique de l'Ouest est remplie d'opportunités économiques pour ses entrepreneurs et a conclu un accord commercial avec l'UEMOA. A long

terme, des accords de coopération économique plus ambitieux entre les deux rives du désert sont indispensables : plus de capitaux nord-africains en Afrique de l'Ouest, plus d'échanges agroalimentaires, de produits textiles et manufacturés, d'oléoducs et de gazoducs transrégionaux et, surtout plus de routes. L'idée n'est pas nouvelle ; il est fortement souhaitable qu'elle fasse l'objet d'un regain d'intérêt de la part des pays concernés et de leurs partenaires extérieurs. Mailler le désert de routes, c'est lui (re)donner la vie en enclenchant un cercle vertueux : la route fait venir l'électricité et les télécommunications, engendre le commerce, développe les villes étapes ou carrefour, facilite l'exploitation minière et le tourisme ; autant d'éléments qui a leur tour engendrent l'activité économique et les flux commerciaux.

Tout cela relève d'options géostratégiques et économiques sur le temps long. Lorsqu'elle sera stabilisée, l'Afrique du Nord fera-t-elle le choix de reconquérir son hinterland africain ou poursuivra-t-elle une stratégie purement méditerranéenne essentiellement tournée vers l'Europe ?

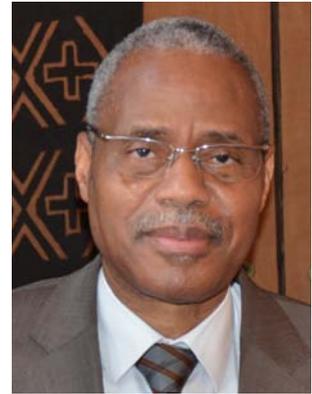


La route transsaharienne pourrait relier Lagos, Bamako, Niamey et N'Djaména à Alger et Gabes (Tunisie) via Tamanrasset (Algérie). Lancé il y a plus de trente ans, ce projet n'est toujours pas achevé.

2 www.endadiapol.org
 3 www.procas.sn
 4 www.grdr.org

4 LE SEPTENTRION MALIEN

Discours de S.E.M. Boubacar Sidiki Touré, Ambassadeur du Mali en France (extrait)



Le Mali, c'est aussi ce grand pays à culture séculaire. Les populations, diverses et variées, sont composées de plusieurs ethnies caractérisées par de profonds brassages et métissages tissés au fil des siècles. Chaque communauté préserve son identité, sa culture et ses traditions. En la matière, la politique définie par les autorités maliennes a toujours été axée sur le dialogue ouvert et constructif.

Dans sa partie nord, communément appelée le septentrion, [...] les régions de Gao, Tombouctou et Kidal subissent une situation d'insécurité chronique se traduisant par un banditisme armé, des conflits armés intra et inter communautaires, des prises d'otages, des attitudes de méfiance entre communautés. Un ensemble d'ingrédients favorisant un climat délétère qui impacte inévitablement le développement. Bien avant la rébellion que nous vivons aujourd'hui, des prises d'otages, des agressions caractérisées et répétées ont été recensées dans la zone ; réduisant ainsi à néant, sur l'ensemble du territoire malien, le tourisme qui constituait une manne financière importante. Alors comment assurer paix, sécurité et développement dans une région aux crises récurrentes comme le septentrion malien ?

Certes, c'est une mission délicate et complexe, dans un contexte difficile. Mais, en dépit des ressources limitées du Mali, les autorités ont toujours été animées par la volonté inébranlable de sécuriser les régions Nord Mali. Elles ont bien mesuré que la menace sécuritaire ne pourrait trouver de solution pérenne que dans le développement des zones concernées. Il y a lieu de rappeler la politique de discrimination positive découlant des différents accords signés à partir de 1991, mise en œuvre au profit des Touaregs. De nombreux projets de développement ont été initiés en rapport avec les partenaires bilatéraux et multilatéraux du Mali. La nation malienne tout entière a accepté de bon cœur que l'aide publique de l'Union européenne au développement du Mali soit presque exclusivement consacrée à son seul septentrion.

La menace sécuritaire ne pourrait trouver de solution pérenne que dans le développement des zones concernées. Il y a lieu de rappeler la politique de discrimination positive découlant des différents accords signés à partir de 1991, mise en œuvre au profit des Touaregs.

Ainsi de 2006 à 2012, 120 millions d'euros sont investis dans cette partie du Mali, concomitamment avec l'apport du budget national et d'autres sources de financement. Parmi les projets phares, on peut citer celui découlant de l'Accord d'Alger signé en 2006 dénommé Programme spécial pour la paix, la sécurité et le développement des régions du Nord Mali (PSPSDN) portant sur plusieurs actions de développement. La première phase du PSPSDN allait consister en la création d'une quarantaine d'infrastructures destinées au casernement des forces armées et de sécurité et aux structures de l'Administration d'État. Elle prévoyait également la construction d'une vingtaine d'infrastructures socio-économiques (centres de santé, écoles, forages modernes, logements d'astreinte) en faveur des populations dans les régions de Kidal et Gao.

Beaucoup d'espoirs ont été placés dans ce programme ambitieux. Des résultats concrets étaient attendus sur du court terme. Les autorités maliennes misaient sur le PSPSDN pour endiguer l'insécurité, la pauvreté, le chômage des jeunes, les prises d'otages avec son corollaire de trafics en tous genres. Face aux multiples soubresauts du passé, aux rebellions identitaires, les autorités ont toujours œuvré dans une optique constructive. Le dialogue est privilégié aux armes. Une démarche qui a contribué, tant bien que mal, à aplanir les tensions, à préserver une certaine cohésion sociale, la stabilité politique du pays, qui sont les seuls vecteurs pour un développement durable.

Le PSPSDN à peine lancé, les conséquences de la guerre en Libye ont rompu un équilibre déjà fragile dans le septentrion malien. En effet, dès le mois de septembre 2011, tous les experts s'accordaient à dire que la situation au Sahel était des plus explosives. Un certain nombre d'éléments découlent de la guerre en Libye, à savoir des mouvements d'anciens combattants lourdement armés en provenance de ce pays et la circulation d'armes dans la bande sahélo-saharienne. Ces deux ingrédients réunis constituaient une nouvelle menace pour la stabilité et la sécurité de la région.

Les enjeux sécuritaires dans la bande sahélo-saharienne ont des implications diverses et variées aussi bien pour les États riverains que pour les pays de l'Europe de l'Ouest. Les autorités maliennes n'ont eu de cesse d'alerter la Communauté internationale sur le retour de centaines d'hommes armés de Libye. Ce retour a effectivement accéléré la reprise de la rébellion qui avait pris fin en 2009 dans les régions Nord Mali. Cette vaste région quasi-désertique difficile à contrôler, sert depuis plusieurs années de sanctuaire à des unités combattantes d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) d'où elles sévissent dans d'autres pays de la bande sahélo-saharienne : Mauritanie, Niger et Algérie.

Il y a lieu de souligner que ces pays cités avaient décidé avec le Mali de mettre sur pied un Comité d'état-major opérationnel conjoint (CEMOC) basé à Tamanrasset (Algérie) avec pour objectifs de procéder annuellement à une évaluation de la situation sécuritaire prévalant dans la région du Sahel et de définir des actions concertées pour la concrétisation d'une stratégie commune de lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée.

Les autorités maliennes, par leurs alertes, entendaient obtenir l'adhésion de tous les pays et de tous les peuples à la lutte commune contre la problématique de l'insécurité dans la région sahélo-saharienne, dont la finalité est l'assurance d'un développement durable et d'un progrès social commun.

Malheureusement, les alertes n'ont pas eu l'effet escompté. La suite est connue et aujourd'hui, le constat est des plus alarmants. Le Mali est coupé en deux. Les régions Nord sont occupées par des groupes lourdement armés. Ce sont des centaines de milliers de personnes déplacées. Des violations graves des droits humains sont constatées sur le terrain (viols, assassinats, etc.).

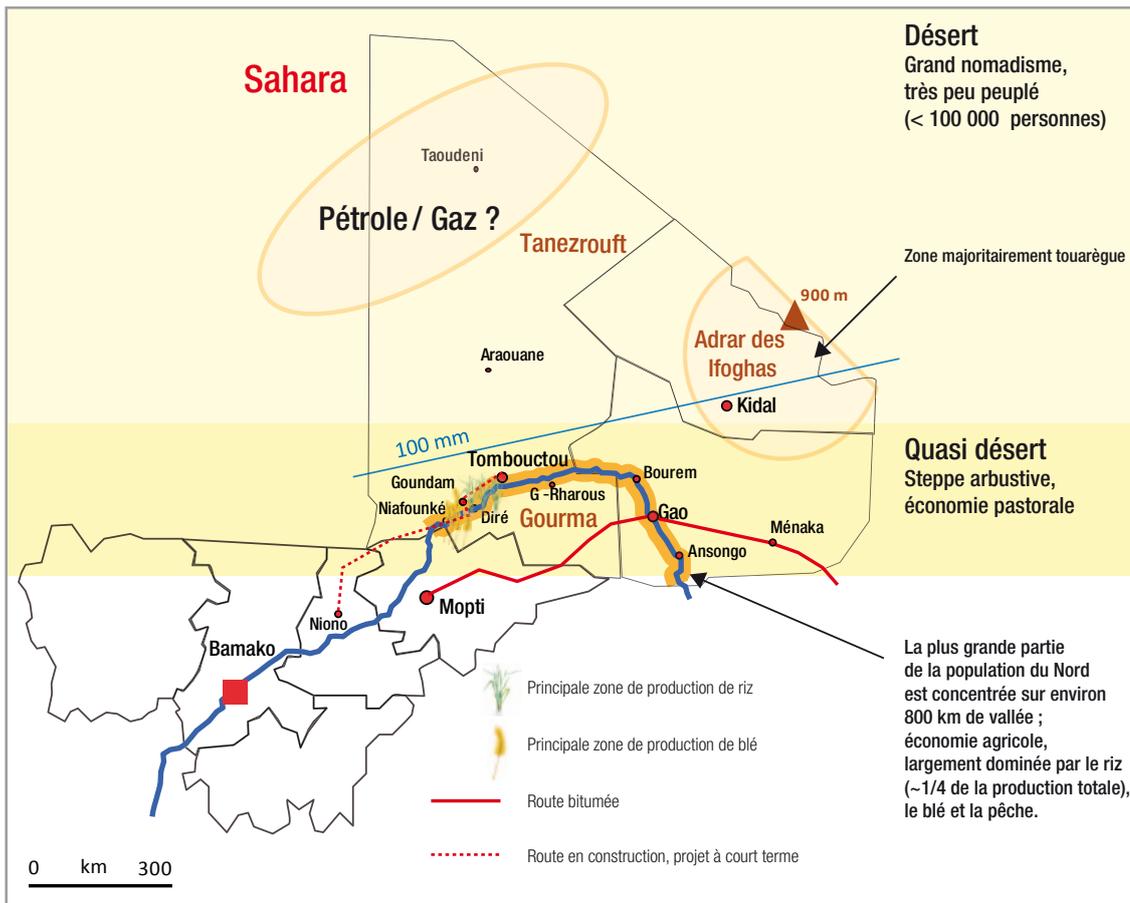
Le Mali, qui a d'énormes défis de développement à relever, n'a pas besoin d'un conflit armé dont les conséquences sur la cohésion nationale et la stabilité du pays et de la sous-région seront incalculables. L'histoire parle pour nous et éclaire le présent. La balkanisation préconisée par les groupes armés n'est pas une réponse au développement socio-économique. La balkanisation est le contraire du développement. La balkanisation, c'est la guerre, c'est la régression économique, c'est l'humain violé. Je voudrais saisir cette tribune pour dire que le contre-pied de la balkanisation c'est l'unité, la fraternité et la solidarité des Communautés du Mali, autrement dit c'est le « tous ensemble » dans le respect de la diversité, le contraire du chacun pour soi.

« Les guerres prennent naissance dans l'esprit des hommes et c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix ».

Les revendications doivent s'inscrire dans le cadre d'un dialogue démocratique. Les revendications ne doivent pas être imposées par le feu des armes, car la paix et la sécurité restent les conditions essentielles et nécessaires du développement. Pas d'avenir humain, pas de perspectives de développement sans l'unité du Mali. Comme le proclame si bien l'Acte constitutif de l'UNESCO : « Les guerres prennent naissance dans l'esprit des hommes et c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix ».

Nous avons l'obligation morale de continuer à agir avec détermination et persévérance auprès de nos frères qui ont pris les armes pour leur faire admettre et partager une culture de la paix qui permet aux hommes de se dépasser et de s'inscrire dans une logique de réconciliation pour faire face au seul combat qui vaille, celui du développement. ■

Le Nord Mali en bref



Le milieu et les hommes

Le Nord Mali couvre 827 000 km², 66 % du territoire national. Il compte en 2010, 1,3 million d'habitants soit 8,6 % de la population du pays contre 17 % en 1960 et 11,5 % en 1990. La population ne diminue pas toutefois. Elle croît moins vite que la population totale du pays. Entre 1960 et 2010, la population malienne a été multipliée par 3,2 ; celle du septentrion par 1,9. C'est donc une région d'émigration nette liée tant à la rudesse du milieu qu'aux problèmes sécuritaires chroniques.

La population est très majoritairement rurale. Seuls 8 % des habitants de la zone vivent dans des agglomérations de plus de 10 000 habitants. Les deux principales villes – Gao (50 000 habitants) et Tombouctou (30 000 habitants) – sont situées au sud de la zone le long du fleuve Niger, de même que des communes allant de quelques milliers à une dizaine de milliers d'habitants : Niafouké, Diré, Goundam, Bourem, Ansongo. A 300 km à vol d'oiseau de Gao, se trouvent deux autres localités du même type : au nord-est Kidal, à l'est Ménaka. Proche des « villes » et de l'eau, l'essentiel de la population rurale vit dans cette étroite vallée bordée d'espaces désertiques. Au nord de Tombouctou et Kidal, il ne pleut pas plus de 100 millimètres par an et la température moyenne annuelle est supérieure à 30° (le record du monde est détenu par le nord de l'Éthiopie avec 34°). On ne trouve sur 0,5 million de km², qu'une poignée de petits bourgs : Tessalit, Araouane, Taoudeni, séparés par des centaines de kilomètres de désert de sable ou de pierres, dont le terrible Tanezrouft. A l'est, le massif l'Adrar des Ifoghas, grand comme la Guinée, est un peu moins hostile ; le relief, peu élevé mais accidenté, y provoque des pluies un peu plus importantes (150 mm) nourrissant oueds et pâturages en juillet et août.

Les infrastructures de transport sont réduites à leur plus simple expression, en dehors de la Nationale 16 qui relie Mopti à Gao dans l'extrême sud de la zone. Une route, qui reliera Tombouctou à Bamako via Niono, est en cours de construction.

Si le septentrion malien devenait un État, il serait certes deux fois plus grand que l'Allemagne, mais avec 1,6 habitant au km², il aurait, avec la Mongolie, le titre de pays ayant la plus faible densité de population au monde.

L'économie

Le PIB cumulé des régions de Gao, Kidal et Tombouctou peut être estimé à moins de 1 milliard de dollars US (en parité de pouvoir d'achat) ; soit environ 50 % de celui de la plus petite économie de l'Afrique de l'Ouest : la Guinée-Bissau.

Certains rêvent de voir le pétrole et le gaz surgir à flot du bassin sédimentaire transfrontalier de Taoudeni. Pour l'heure, les promesses répétées depuis de nombreuses années, n'ont pas été tenues.

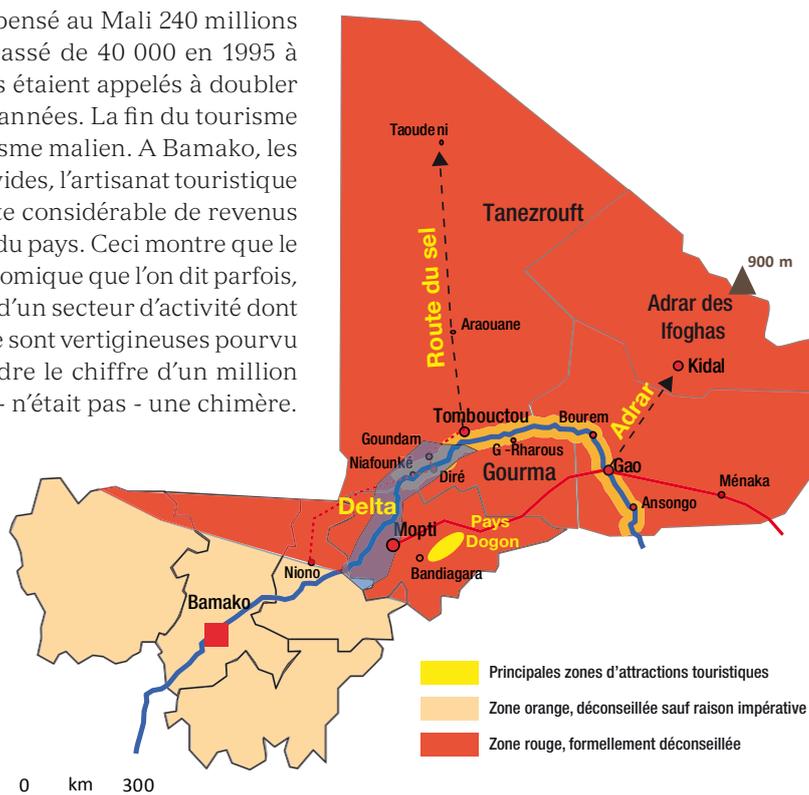
L'élevage est présent partout et contribue à faire vivre une grande partie de la population. Loin de l'image d'Épinal, il est majoritairement sédentaire bien que la pratique de la transhumance saisonnière soit encore très courante. Il est concentré dans le sud de la zone, proche de la vallée. A la fin des années 90, l'Institut national de la statistique du Mali ne recensait que 60 000 personnes pratiquant le nomadisme pur dans les grands espaces du Nord. Le reste de l'économie agricole est concentrée dans la vallée à l'image de la population.

La production de riz était, ces dernières années, en plein essor. Les périmètres irrigués des plaines de Koriomé Daye et Amadia, au sud de la ville de Tombouctou, ont produit à eux seuls 360 000 tonnes de paddy en 2010, soit 20 % de la production malienne. A proximité, la zone Diré – Goudam produit 80 % du blé malien même si cette production est marginale (20 000 tonnes). Plus loin dans la vallée, on trouve également de nombreux périmètres irrigués villageois dont plus de la moitié est équipée de pompes, utilise les bons intrants et obtient régulièrement des rendements de 4 à 6 tonnes /ha. Tous les potentiels ne sont pas mis en valeur. La partie nord de la vallée du Niger peut devenir un pôle agricole important au Mali et en Afrique de l'Ouest. Toute cette économie est aujourd'hui menacée. Les stocks de semences et d'intrants sont vides. Le manque de carburant empêche les pompes de fonctionner.

Le Nord n'est pas le fardeau économique que l'on dit parfois, mais au contraire le poumon du secteur du tourisme dont les perspectives de croissance sont vertigineuses pourvu que la paix revienne.

Le tourisme était porteur de tous les espoirs. Au Mali, les zones les plus appréciées par les touristes sont la vallée du Niger de Ségou à Gao, le Delta intérieur du Niger, le pays Dogon et les espaces désertiques du Nord. Elles sont toutes placées en « zone rouge » interdite au tourisme. En 2004, les emplois directs et indirects dans le secteur formel liés au tourisme étaient estimés à 13 000 et contribuaient sans doute à faire vivre plus de 60 000 personnes. Sans compter bien entendu le secteur informel. Entre 2004 et 2010, le chiffre d'affaires du tourisme malien a doublé.

En 2010, les touristes ont dépensé au Mali 240 millions d'euros. Leur nombre est passé de 40 000 en 1995 à 170 000 en 2008. Ces chiffres étaient appelés à doubler au cours des dix prochaines années. La fin du tourisme au Nord sonne la fin du tourisme malien. A Bamako, les hôtels et les restaurants sont vides, l'artisanat touristique périclète. C'est donc une perte considérable de revenus et d'emplois pour l'ensemble du pays. Ceci montre que le Nord n'est pas le fardeau économique que l'on dit parfois, mais au contraire le poumon d'un secteur d'activité dont les perspectives de croissance sont vertigineuses pourvu que la paix revienne. Atteindre le chiffre d'un million de visiteurs par an n'est pas - n'était pas - une chimère.



Sources : Ministère français des Affaires étrangères et Secrétariat du CSAO, septembre 2012

LISTE DES PARTICIPANTS

François-Xavier DE DONNEA	Président du CSAO, Ministre d'Etat, Président de la Commission des Affaires extérieures	Chambre des Représentants de Belgique	Belgique
---------------------------	---	---------------------------------------	----------

MEMBRES ET OBSERVATEURS

Dominique MAIR	Conseiller, Construction de la paix, prévention des conflits	Agence autrichienne de développement (ADA)	Autriche
Monika TORTSCHANOFF	Responsable de la région ouest-africaine, Ouganda	Agence autrichienne de développement (ADA)	Autriche
Isabelle WITTOEK	Attaché de la Coopération internationale	Représentation permanente auprès de l'OCDE	Belgique
Prof. Alhousseini BRETAUDEAU	Secrétaire exécutif	CILSS	Burkina Faso
Mahalmoudou HAMADOUN	Coordinateur PRA/SA-LCD-POP DEV	CILSS	Burkina Faso
S.E.M. Yaya SOW	Ambassadeur auprès de l'UE et du groupe ACP	CEDEAO	Nigeria
Charles GIRARD	Chargé de mission, post-conflit et fragilités	Ministère des Affaires étrangères et européennes	France
Camille GROUSSELAS	Chargé de mission	Ministère des Affaires étrangères et européennes	France
Stéphane GRUENBERG	Sous-directeur, Afrique centrale	Ministère des Affaires étrangères et européennes	France
Stéphane LE BRECH	Adjoint au sous-directeur d'Afrique centrale	Ministère des Affaires étrangères et européennes	France
Olivier RAY	Économiste	Ministère des Affaires étrangères et européennes	France
Terence WILLS	Chargé de mission	Ministère des Affaires étrangères et européennes	France
Aurélien KLEIN	Attachée	Représentation permanente auprès de l'OCDE	Luxembourg
Jan REMIJN	Chargé de mission senior, Afrique de l'Ouest	Ministère des Affaires étrangères	Pays-Bas
Mirjam TJASSING	Premier secrétaire	Ambassade du Royaume des Pays-Bas au Mali	Pays-Bas
Hansjuerg AMBUEHL	Chef de la Division Afrique de l'Ouest	Département fédéral des Affaires étrangères	Suisse
Francesco QUATTRINI	Division Sécurité humaine	Département fédéral des Affaires étrangères	Suisse
Christophe Joseph M. DABIRE	Commissaire chargé du Marché régional, du commerce, de la concurrence et de la coopération	UEMOA	Burkina Faso
Gilles SANOU	Responsable de l'Unité de programmation stratégique	UEMOA	Burkina Faso
Rob KEVLIHAN	Expert senior, gestion des programmes	USAID/Afrique de l'Ouest	États-Unis

AUTRES PARTENAIRES

Aguibou S. DIARRAH	Chef du Programme frontière	Union africaine	Éthiopie
Céline LHOSTE	Chargée du programme régional Afrique de l'Ouest	Commission européenne	Belgique
Ridwane ABDUL-RAHMAN	Chargé de coopération, Mauritanie, Guinée-Bissau, Stratégie pour le Sahel	Commission européenne	Belgique
Sophie FARRELL	Section Asie, Afrique et Amérique centrale	Ambassade britannique en France	Grande-Bretagne

INSTITUTIONS NATIONALES ET INTERNATIONALES/EXPERTS

Jean-Bernard VÉRON	Responsable, prévention des crises et sortie de conflit	Agence française de développement (AFD)	France
François GAULME	Chargé de mission, cellule crises et conflits	Agence française de développement (AFD)	France
S.E.M. Boubacar Sidiki TOURÉ	Ambassadeur du Mali en France	Ambassade du Mali en France	Mali
Gaoussou DIARRAH	2 ^{ème} Conseiller responsable de la cellule économique	Ambassade du Mali en France	Mali
Hadijatou SANGARE HAIDARA	Conseiller consulaire	Ambassade du Mali en France	Mali
Massa TOUNKARA	Chargé de mission, cellule économique	Ambassade du Mali en France	Mali
Fatima BOSCARO	Représentante de l'Ambassadeur	Ambassade du Niger en France	Niger
Olivier WALTHER	Chercheur	Centre for Population, Poverty Public Policy Studies	Luxembourg
Géraud MAGRIN	Chercheur	CIRAD	France
Général Oki M. Yaya DAGACHE	Représentant spécial du Président de la République	Coordination nationale de soutien aux activités humanitaires et au détachement intégré de sécurité	Tchad
Manuel LOPEZ-BLANCO	Directeur, Afrique de l'Ouest et centrale	Service européen pour l'action extérieure (EEAS)	Belgique
Mohamadou ABDOUL	Coordinateur du pôle InterAfricains	ENDA DIAPOL	Sénégal
Abdoulaye DIALLO	Conseiller technique	GIZ, Programme d'appui, Casamance	Sénégal
Arezki HARKOUK	Directeur exécutif	GRDR	France
Martin A. EWI	Chercheur senior, crime internationale en Afrique	Institute for Security Studies (ISS)	Afrique du Sud
S.E.M. Soumeylou Boubèye MAÏGA	Ancien Ministre des Affaires étrangères	Ministère des Affaires étrangères	Mali
Djibrilla MAÏGA	Conseiller technique et Représentant du Ministre	Ministère de l'Administration territoriale et des collectivités locales	Mali
Ladji SOGOBA	Chef de division, développement des zones frontalières	OCDE	France
Erwin VAN VEEN	Analyste politique, DCD/Pol	OCDE	France
Marten MENDER	Stagiaire, DCD/Pol	Bureau en charge de la sécurité nationale	Sierra Leone
Francis KEILI	Directeur, recherche et planning	The Risk Advisory Group plc	Grande-Bretagne
Henry A. WILKINSON	Responsable, renseignement et analyses	Royal Higher Institute for Defence	Belgique
Félix NKUNDABAGENZI	Chercheur		

PERSONNEL DU SECRÉTARIAT DU CSAO

Laurent BOSSARD, Directeur ; Jean Sibiri ZOUNDI, Administrateur principal ; Marie TREMOLIERES, Chargée de programme ; Philipp HEINRIGS, Chargé de programme ; Julia WANJIRU, Chargée de communication ; Nadia HAMEL, Assistante de recherche ; Anne HAMILTON, Assistante du Directeur.

